

>>> SOMMAIRE >>>

L'aveuglement de la raison- p.1+2

Agendas - p.2

Crise financière - crise économique - p.3

Mobilisons-nous contre le
World Economic Forum (WEF) - p.4

«A la veille d'une immense crise» - p.4+5

Impressum - p.6

Grève de la canne en Colombie - p6

Nouvelle lois sur l'université à Genève - p7

AVS: et après le vote ? - p8

>>> L'aveuglement de la raison >>>

Il faut démontrer les mensonges du libéralisme, prouver par a + b que tous les concepts sur lesquels il repose sont faux: le marché de concurrence parfaite est une fiction intellectuelle, les marchés sont incapables de s'autoréguler, «l'homo economicus» n'agit pas de manière rationnelle, la loi des avantages comparatifs ne fait que maintenir les pays défavorisés dans leur dépendance et leur sous-développement. Il faut donc expliquer, démontrer, prouver, utiliser la raison, la logique.

Mais où faut-il trouver le courage et la volonté de le faire, alors que des centaines de livres et de publications l'ont tenté, sans grand succès? Pourquoi, surtout, doit-on encore le faire à l'heure où une crise sans précédent devrait conduire au chômage, et surtout à la honte, ces économistes qui ont toujours eu tout faux? Les puissants de ce monde, dirigeants, grands patrons, financiers et banquiers devraient eux aussi remettre leurs belles certitudes en question. Et bien non! Tous ces décideurs relèvent déjà la tête et nous expliquent, dans le meilleur des cas, qu'il faut juste un petit peu plus de régulation et de contrôle.

Prenons par exemple M. Hans-Rudolf Merz, conseiller fédéral. Ses grandes capacités d'analyse appliquées à la crise auraient dû l'amener à la conclusion qu'il y avait quelque chose qui ne fonctionnait pas et qu'il fallait donc

changer. Et bien détrompez-vous! Parmi les déclarations qu'il a faites devant les médias lors de son retour aux affaires, deux affirmations méritent notre attention:

- la crise financière n'a pas ébranlé ma confiance dans l'autorégulation du marché;

- attention, les hedge funds sont les victimes de la crise, non sa source.

Devant ces propos, on hésite entre la sidération et l'éclat de rire. Mais les médias, eux, enregistrent sans sourciller.

On pourrait multiplier les exemples de déclarations de ce genre. *Le Temps* en est une source inépuisable. Citons cette fois-ci de vrais spécialistes. Le premier, Pierre Leconte, est économiste et déclare: «Le salut n'est pas à rechercher dans plus d'Etat, mais au contraire dans plus de liberté». C'est assez classique! Le second, Roger Stump, consultant, adresse un vibrant appel: «Ne nous privons pas des produits structurés. Prétendre qu'ils comportent des risques systémiques, qu'ils sont la cause d'un quelconque dysfonctionnement n'est que pure affabulation!».

Les tenants du libéralisme, devant l'énormité de la crise, ont ressorti en dernier recours une vieille théorie, celle de la destruction créatrice de Schumpeter, en la détournant de son objet réel

>>>



>>> AGENDA >>>

> Neuchâtel >

Mercredi le 26 novembre 2008, 18h30

La Crise financière, regards critiques, regards éthiques.
Avec M. Paul Dembinski professeur d'économie et fondateur de l'Observatoire de la Finance
Salle RN02 de la faculté des lettres, space Louis Agassiz 1, à Neuchâtel

Lundi 8 décembre 2008, 20h

Prochaine réunion du comité à la Maison des syndicats, avenue de la Gare, 2e étage, à Neuchâtel

> Vaud >

Mardi 2 décembre, 20h

Rencontre mensuelle : *Ecologie et économie durable*, présenté par Clément Tolusso, écologiste, Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne-Flon. Entrée libre.

Mardi 9 décembre, 18h

Assemblée générale, Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne-Flon. (Attention : L'AG a été avancée à 18h pour permettre aux gens qui le souhaitent de suivre une conférence de Michel Husson, économiste, chercheur et membre du Conseil scientifique d'Attac France, qui aura lieu à la Salle des Vignerons, Gare CFF Lausanne, à 20h15 : « *La crise, son origine et les conséquences pour les travailleuses et travailleurs* »

> Fribourg >

Mercredi 3 décembre 2008, 19.30h

au café des Maréchaux, rue chanoines 9, Fribourg: Les camps d'étrangers et les attaques au droits des migrants en Europe, soirée discussion avec Marc Bernardot, sociologue à l'Université du Havre, co-organisée par le MPS, CCSI, et le collectif autonome des immigrés, soutien d'attac fribourg.

> Bienne-Jura >

Mardi 9 novembre, 19h

Réunion du comité, ouvert à tous les membres. restaurant Romand, Bienne

> Genève >

Mardi 16 décembre, 20h

Comité ouvert d'attac-geneve : 3ème mardi du mois, pour décembre le mardi, 16 à 20h au local de la Maison des Associations.

Mardi 2 décembre, 20h

Groupe de réflexion animé par Claude Sumi, Café de la Maison des Associations.

>>>

qui est celui de l'innovation technique. Selon eux, l'économie est un processus permanent d'essais et d'erreurs. Cette crise a détruit beaucoup de valeurs, mais moins que l'économie en avait produites jusque-là. L'économie va ressortir de cette crise débarrassée de ses scories, «purifiée». Pour le dire autrement et de façon plus moderne, il ne s'agit que de dégâts collatéraux inévitables.

Mauvaise foi? Convictions bornées? Bien sûr, tous les puissants et les possédants ont un intérêt direct à ce que les choses ne changent pas. Mais comment peuvent-ils ne pas modifier leur vision du monde face aux faits qui contredisent de manière radicale tous les concepts qu'ils défendent?

Marcel Proust, cité par Olivier Rey dans son remarquable essai « Une folle solitude – Le fantasme de l'homme auto-construit », donne une réponse définitive à cette question : « **Les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances, ils n'ont pas fait naître celles-ci, ils ne les détruisent pas, ils peuvent leur infliger les plus constants démentis sans les affaiblir.** »

C'est cet aveuglement de la raison par les croyances qui permet d'affirmer, sans doute possible, que le néolibéralisme est une idéologie, c'est-à-dire un ensemble de dogmes et de croyances qui ne peut être remis en question sous peine d'écroulement.

L'économie n'est pas une science exacte. La pensée néolibérale a cherché à lui donner une légitimité scientifique par l'utilisation intensive des mathématiques. « Nombreux sont ceux qui pensent que toute tentative de représenter un système aussi complexe que l'économie moderne par un modèle mathématique est irréaliste et vouée à l'échec. » (*Wikipédia*).

L'application des mathématiques aux produits financiers est

tout aussi problématique et les faits, là encore, le montrent avec évidence. Thami Kabbaj, ancien trader: « Les apprentis sorciers des mathématiques ont négligé le facteur humain, ils ont voulu imposer leurs certitudes dans un monde où il n'y en a pas. ». Hélyette Geman, spécialiste réputée des mathématiques financières: « Les modèles mathématiques ont rendu opaques les risques contenus dans les actifs toxiques ». (*Le Temps du 12.11*).

Tout le monde a fait l'expérience que le croyant (et ceci bien sûr dans tous les domaines) est imperméable à toute argumentation et nous revenons ici à notre point de départ: faut-il continuer encore et encore à démontrer les mensonges du libéralisme? Est-ce que cela sert à quelque chose? S'il n'y a pas de réponse définitive, on peut cependant proposer quelques pistes de réflexions:

- il faut continuer de le faire parce que le cheminement d'une idée à l'intérieur d'une société est un phénomène mystérieux (mai 68 n'était pas prévisible);
- il faut continuer de le faire pour sa propre conscience;
- il faut réhabiliter le bon sens et le pragmatisme;
- il faut réhabiliter l'humanisme et la morale (J.-C. Michéa);
- plutôt que de démontrer la fausseté des concepts, faire prendre conscience (comment?) qu'il s'agit bien de croyances;
- être conscient soi-même que nous avons tous besoin de croyances. Il s'agit donc de les remettre périodiquement en question et d'inviter les autres à en faire autant;
- et surtout, envoyer ce texte à M. Merz.

Gérald Mermet

>>> Crise financière – crise économique >>>

Le déclenchement de la crise actuelle a déjà été largement débattu par les médias : la titrisation des subprimes américaines, due à l'irresponsabilité des banquiers et à la déréglementation néolibérale, a engendré un manque de liquidités, la détérioration de la confiance – non seulement dans les titres mais dans les banques également – et elle continue de provoquer la chute des cours boursiers. La vente à découvert (vente d'actions qui n'appartiennent pas aux vendeurs) permettant de racheter plus tard, meilleur marché, les actions vendues a accéléré la chute des cours boursiers. Tous ces éléments ont conduit à la faillite de quelques banques aux Etats-Unis et surtout à un sauvetage général du système bancaire mondial par les Etats, coûtant des milliers de milliards de dollars, alors que les Etats n'avaient soi-disant plus d'argent pour les dépenses sociales. En Suisse, le Conseil fédéral est allé jusqu'à vouloir dépenser 60 milliards de francs pour fonder une société offshore qui rachètera les titres pourris des banques : cadeau des contribuables aux banques ! Et il y a encore des imbéciles qui prétendent que le marché est capable de s'auto-réguler efficacement.

Aux Etats-Unis, les consommateurs qui, depuis une décennie, n'ont cessé d'augmenter leur consommation en s'endettant ont été obligés d'arrêter de s'endetter. Comme conséquence, la récession de l'économie réelle s'est maté-

rialisée, et ce malgré les dénégations des économistes.

Mais la cause principale des crises récurrentes est, avec la dérégulation, le déséquilibre macroéconomique résultant de trois décennies d'excès du revenu du capital par rapport au revenu salarial. Qu'est-ce qui permet d'augmenter les richesses ? La spéculation boursière ? La diminution des impôts ? Le seul créateur réel de richesse est le travail. On peut augmenter la richesse en augmentant le nombre de personnes travaillant ou en augmentant la productivité. Le capital est aussi indispensable pour permettre de créer des postes de travail. Pendant les « trente glorieuses », les bénéfices de l'augmentation de la productivité ont été répartis entre le capital et le travail de manière presque équilibrée.

D'après Keynes, on peut admettre, en première approximation, que les salaires servent à la consommation et le revenu du capital à l'investissement. Si ce sont les salariés-e-s qui profitent davantage de l'augmentation de la productivité, l'argent destiné à l'investissement n'est pas suffisant pour satisfaire la demande de production de produits de consommation. En cas d'insuffisance de produits, les prix vont augmenter : c'est l'inflation de l'économie réelle. C'est peut-être ce qui s'est passé après la guerre. Par contre, si la plus grande proportion des bénéfices de l'augmentation de

la productivité sert à l'accroissement du revenu du capital, l'excès de l'argent pour l'investissement ne peut s'investir dans l'économie réelle car la demande, elle, ne va pas croître suffisamment si les salaires stagnent. Cet argent va alors accroître la demande sur les marchés financiers. Comme l'investissement dans l'économie réelle stagne à cause du manque d'augmentation de la demande de marchandises, les valeurs boursières intrinsèques stagnent également. Par contre, le prix des valeurs boursières va augmenter au fur et à mesure que la demande augmente. Nous assistons alors à une inflation des marchés financiers. Certaines valeurs vont prendre l'ascenseur, les spéculateurs s'y engouffrent et avec le crédit à la spéculation, la masse d'argent va encore augmenter et une « bulle » va se former. Quand le prix des actions augmente, les PDG vont tout faire pour que les bénéfices de leurs sociétés augmentent de manière que le rapport bénéfice / prix ne baisse pas. Une des conséquences est la baisse de la masse salariale, à cause des licenciements.

C'est un cercle vicieux : le déséquilibre macroéconomique (et la misère) augmente et la « bulle » continue de gonfler, jusqu'à ce qu'elle éclate car les prix sont montés trop haut, et c'est la crise. Les capitaux spéculatifs vont d'une opportunité à l'autre, d'un pays à l'autre. Il y a alors formation de « bulles », suivies

de chute des valeurs et de crise. On a vu, entre autres, les crises mexicaine, asiatique, russe, brésilienne, argentine, d'internet, et aujourd'hui des « subprimes ». Si on ne brise pas ce cercle vicieux, les crises vont revenir : on peut les définir comme des « cycles », mais elles pénalisent surtout les classes moyenne et pauvre. En introduisant une réglementation adéquate des marchés financiers, on va atténuer les crises, mais on ne les éliminera pas sans rétablir l'équilibre macroéconomique. Alors que faire ? Selon le prof. Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, il faut modifier les systèmes de taxation. Augmenter les taxes sur les bénéfices non investis des entreprises et sur les revenus du capital, taxer les opérations boursières et de change et, en même temps, baisser les impôts sur le travail serait une option valable. On devrait en outre augmenter le salaire minimum, et l'introduire là où il n'y en a pas. Il faudrait aussi prendre des mesures pour obliger les entreprises à partager proportionnellement avec les salarié-e-s les bénéfices de l'augmentation de la productivité. La mise en place de ces dispositifs devrait permettre de rétablir le pouvoir d'achat des salarié-e-s et d'éviter la succession des crises.

Ernest Hamsag
membre du Conseil scientifique
d'attac suisse.



> Mobilisons-nous contre le World Economic Forum (WEF) >

Du 28 janvier au 1er février 2009, le Forum économique mondial (WEF) se réunira une nouvelle fois à Davos pour « améliorer la situation dans le monde ». Mais pour nous, le WEF – qui rassemble les mille plus grandes entreprises et les chefs politiques les plus influents – est illégitime : ce sont les mêmes acteurs qui restreignent les droits sociaux et syndicaux des salarié-e-s, que ce soit dans le sud ou chez nous ; ce sont les mêmes chefs des banques et des fonds d'investissement qui jouent avec les épargnes des salarié-e-s et des familles ; ce sont les mêmes chefs politiques qui décident des contre-réformes des Universités et qui précarisent les conditions de vie des étudiant-e-s.

Le vendredi 30 janvier 2009, l'Autre Davos sera à nouveau un lieu de résistance et d'élaboration d'alternatives. Nous discuterons là où le capitalisme globalisé montre ses contradictions.

Avec Yash Tandon (South Center), Mike Bradey (Baby Milk Action) et d'autres, nous analyserons la situation actuelle et proposerons des alternatives d'en bas.

Dans le prochain Angles d'attac et sur notre site, vous trouverez bientôt des informations supplémentaires sur notre manifestation.

Je souhaite adhérer à attac!

- Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.
- Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: _____

Adresse: _____

E-mail: _____

Lieu, date, signature

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève

>>> « A la veille d'une imm

Interview de Sébastien Guex, Professeur d'histoire contemporaine

La crise financière mondiale s'emballe. La récession pointe son nez. Les pouvoirs publics et les banques centrales s'affolent. Des sommes astronomiques sont débloquées en quelques jours sans débat démocratique. Pour mieux comprendre cette crise (ses causes et ses conséquences) et prendre un peu de recul historique, nous nous sommes entretenus avec Sébastien Guex, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lausanne.

Quelle est l'ampleur de la crise actuelle ?

Sébastien Guex : c'est la crise bancaire et financière la plus profonde depuis les années 1930. L'éditorial de *The Economist* du 18 octobre 2008 parle même de « capitalisme aux abois ». Avec plus de 10'000 milliards de francs suisses (NZZ, 29.10.2008), les mesures prises – pour le moment – par les différents pouvoirs publics mondiaux pour sauver le système bancaire sont d'une ampleur inconnue jusqu'ici ! Et je dis bien pour le moment. Le président de la Réserve fédérale américaine

Ben Bernanke a annoncé le 21 octobre qu'il était pour un 2e plan de relance. Du jamais vu !

Et à l'échelle suisse ?

Avec le plan de sauvetage suisse de 68 milliards de francs, pour le moment pour la seule UBS, nous avons affaire à des chiffres tout à fait impressionnants puisque cela représente 12% du produit intérieur brut (PIB, la richesse produite) de la Suisse.

Y a-t-il des analogies avec la crise des années 1930 ?

Oui, car l'Etat est intervenu massivement pour sauver le système bancaire. Mais aujourd'hui, il y a une très grande différence. Un acteur est presque complètement absent : le mouvement ouvrier. A l'époque, il a défendu des solutions qui allaient dans le sens d'une alternative au capitalisme. En 1934, par exemple, l'USS a lancé une « initiative de crise » qui demandait le contrôle des banques, des cartels, des trusts et de l'exportation des capitaux par les pouvoirs publics. Aujourd'hui, l'USS ou le parti socialiste suisse demandent la limitation des bonus et des revenus des dirigeants des banques. C'est très loin d'être une réponse à la hauteur.



Limiter les bonus, ce n'est donc pas une bonne idée ?

C'est un trompe-l'œil. Nous sommes face à la plus grande crise capitaliste depuis les années 1930. C'est la preuve que le capitalisme est un système qui ne marche pas. On assiste actuellement à la démonstration dans les faits que l'ensemble du discours néolibéral qu'on nous assène depuis des années, selon lequel le marché est capable de s'autoréguler lui-même, que le capitalisme amène croissance et bien-être à tous, que moins il y a d'Etat et de services publics mieux on se porte est faux de A à Z. Il y a donc un problème idéologique énorme pour tous les défenseurs du système. L'édito de *The Economist* cité plus haut a bien compris l'un des principaux enjeux de cette crise. Il dit : « *Sur le long terme, beaucoup de choses vont dépendre de la question de savoir à qui et à quoi cette catastrophe va être attribuée. C'est ici qu'une importante bataille intellectuelle peut et doit être gagnée.* ». Tous les efforts des idéologues de la bourgeoisie et du grand patronat sont menés pour dire que ce n'est pas la faute du capitalisme. Ils individualisent et personnalisent la question en mettant la responsabilité sur les dirigeants bancaires trop avides. C'est ce qui se cache derrière cette question sur les bonus et revenus exorbitants. On doit certes les dénoncer, mais ce n'est pas le fond du problème. Cette crise renvoie à des contradictions systémiques. Ce sont les règles du jeu lui-même qui sont à transformer.

De quelles contradictions s'agit-il ?

La principale contradiction, c'est que le système capitaliste est basé sur la recherche du taux de profit maximum. Les quelques freins qui avaient été mis durant les années 1930 et la Deuxième Guerre mondiale ont été supprimés durant les 30 dernières années par les néolibéraux. Dans le secteur industriel, on a donc une baisse relative des salaires et un

transfert massif des richesses des salarié-e-s vers le patronat. Mais comme tous les patrons limitent les salaires, il y a une contradiction puisque l'on n'arrive plus à vendre les marchandises. C'est pourquoi les capitaux ne sont plus réinvestis dans la sphère productive, mais se dirigent vers la sphère financière où des profits plus élevés peuvent être obtenus car on y stimule l'endettement, les montages financiers et la spéculation, qui « résolvent » provisoirement le problème de la limitation des salaires. Il se forme donc une bulle financière qui finit inévitablement par éclater car elle n'est plus du tout en rapport avec l'économie réelle. C'est le mécanisme à la base de quasiment toutes les crises financières qui, depuis plus d'un siècle, se reproduisent avec une régularité de métronome.

Vous parliez tout à l'heure de « socialisation des pertes »...

L'Etat est juste là pour socialiser les pertes, c'est-à-dire sauver les principaux actionnaires sur le dos de la population laborieuse, puis il se retirera. En Suisse, L'Etat n'entre même pas provisoirement dans le capital. Le prêt-convertisible de 6 milliards de la Confédération peut se transformer en actions, mais le Directeur de l'Administration fédérale des finances, membre du Parti socialiste, le dit déjà dans *Le Temps* du 21 octobre : « Pour nous il a toujours été clair que nous ne voulions pas entrer directement dans le capital d'une banque ».

Que faut-il faire alors ?

Il faudrait une socialisation des banques, c'est-à-dire transformer le système du crédit en véritable service public, contrôlé par les usagers et les pouvoirs publics. L'idée peut sembler utopique. Elle ne l'est pas. C'est grosso modo l'idée qui était à l'origine des banques cantonales. C'était une revendication du parti radical des années 1840-50 et du mouvement démocratique des années

1860-70 : faire des établissements de crédit publics au service du développement économique de la région, au service de l'ensemble de la population.

Que pensez-vous de tout ce discours sur l'autorégulation des banques ?

C'est du pipeau ! L'autorégulation, c'est autoriser le renard dans le poulailler à déterminer lui-même ses règles de comportement. On a vu à quoi ça aboutit : plus de 100 milliards de pertes pour la seule UBS. Pourtant, le Conseil fédéral et la BNS veulent continuer dans cette voie avec quelques règles pour des fonds propres plus élevés. Mais la pression du profit est telle que même ces règles dérisoires sont faites pour être transgressées.

Comment voyez-vous la suite ?

On entre dans une crise majeure dont le prix sera un chômage supplémentaire de millions de personnes, une baisse des salaires, des plans d'austérité et donc une baisse des prestations sociales. Et il faudra encore payer le service de la dette qui explose en raison des plans de sauvetage des actionnaires bancaires. Les impôts vont forcément augmenter ou l'inflation se chargera de faire payer la note aux salarié-e-s. Un nombre restreint de super-banques vont alors émerger. Avec une nouvelle crise dans quelques années, si les règles du jeu ne sont pas changées.

L'aide alimentaire internationale est tombée en 2008 à son niveau le plus bas depuis quarante ans, assure le Programme alimentaire mondial. Qui parle « de tsunami silencieux ».

Il y a quelque chose de particulièrement obscène dans cette crise. En quelques semaines, des gouvernements débloquent 10'000 milliards de francs suisses pour sauver leurs banques et rester dans la course inter-capitaliste. Mais depuis des années, les mê-

mes gouvernements nous disent qu'il n'y a pas d'argent lorsqu'il s'agit d'une revendication sociale visant à améliorer la vie de la population. A l'échelle mondiale, pour résoudre les questions centrales — faim, accès à l'eau potable, éducation de base gratuite, soins gynécologiques pour les femmes, suppressions de toutes les maladies et pandémies soignables — il faudrait un investissement d'un peu plus de 100 milliards de francs par année durant 12 ans. Là, il n'y avait pas l'argent. Et en quelques semaines, c'est six fois cette somme qui est déboursée, sans problème, en l'absence de toute démocratie.

Cette crise ne fournit-elle pas une occasion historique de redonner une légitimité au discours anti-capitaliste et de proposer un nouveau modèle ?

Oui, tout à fait. Ce n'est pas par hasard que *The Economist* titre son éditorial principal sur le « capitalisme aux abois ». Depuis des mois, tous les éditos de la partie économique de la *Neue Zürcher Zeitung* portent sur ce thème : la crise économique actuelle pose un grave problème de légitimité au capitalisme. Comment contrer ceux qui disent que cette crise montre que le capitalisme est un système mortifère ? L'axe de la réponse est de parler d'excès ou de défaillances purement individuels. Un discours classique qui est remis sur le tapis à chacune des crises. Pourtant ces dernières montrent, dans leur régularité, que ce ne sont pas les prêts qui sont toxiques, mais l'ensemble du système !

Propos recueillis par Yves Sancey (du journal du syndicat Comédia, m-magazine)

Professeur à l'Université de Lausanne, Sébastien Guex est spécialiste en histoire politique, économique et sociale contemporaine, notamment celle de la Suisse au XXe siècle.

IMPRESSUM

Édité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

ABONNEMENT (pour non-membres)

Veillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Joëlle Amara, Maurizio Coppola, Rémy Gyger, Ernest Hamsag, Isabelle Lucas, Gérald Mermet, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Jane Seligman, Julien Steiner

TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coor-ditrad.attac.org ou en envoyant un mail à coor-ditrad.ch@attac.org, ou par courrier postal auprès d'attac suisse

PROCHAINE PARUTION JANVIER 2009

COURRIER

DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org, rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, zurich@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne-Jura:
Case 4314, 2500 Bienne 4, bienna-jura@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> Grève de la canne en Colombie >>>

Cher-e-s ami-e-s d'attac,

Depuis plusieurs semaines, en Colombie, les luttes sociales reprennent le devant de la scène et questionnent à nouveau en profondeur le modèle de développement imposé par le gouvernement autoritaire et néolibéral d'Alvaro Uribe.

Une grève de deux mois des magistrats opposés à la toute-puissance présidentielle, le scandale des « exécutions extrajudiciaires » (aboutissant à la destitution de 27 militaires de haut rang et à la démission du chef de l'armée) dévoilant des centaines d'assassinats de paysan-ne-s, jeunes de quartiers pauvres ou militant-e-s des mouvements de base, déguisés en victoires contre la guérilla, le soulèvement depuis le 12 octobre des indigènes contre le saccage des ressources naturelles de leurs territoires par les entreprises multinationales et contre l'agression constante par l'armée colombienne de leurs communautés et enfin le blocage quasi total, depuis deux mois, des fabriques de sucre par les coupeurs de canne en lutte contre la précarité de leurs conditions de travail : autant de combats opposant une réponse sanglante au gouvernement colombien après l'opération de propagande internationale qu'a représenté la libération d'Ingrid Bétancourt.

Le soulèvement des coupeurs de canne est peut-être le plus sur-



prenant. Réduits à des conditions de travail proche de l'esclavage, ne comptant aucune organisation de base et sans qu'existe aucune tradition de lutte syndicale dans ce secteur, ces 19'000 paysans, majoritairement afro-descendants, mènent une grève sans précédent, paralysant toute la production de sucre (alimentaire et agrocombustible) du pays, après avoir présenté une liste de revendications unifiées pour tous les travailleurs des plantations.

Nos ami-e-s du syndicat de l'agroalimentaire Sinaltrainal, membre de Via Campesina, connu pour ses dénonciations sans relâche des pratiques criminelles de Nestlé et Coca-Cola en Colombie, se sont solidarisé-e-s depuis le début avec ce mouvement de grève. Une telle résistance a pourtant un coût : les grévistes ne reçoivent plus un centime depuis le premier jour de blocage, puisqu'ils sont habituellement payés par tonne de canne coupée... Dans toute la région, une vague de solidarité leur permet de se nourrir et de maintenir les campements et blocages depuis le 14 septembre : les femmes récoltent des vivres dans les villages, les organisations sociales organisent des collectes, les rappeur/euse-s de Cali clament leur solidarité avec les « corteros » devant les foules...

Cet appel, relayé par des coopérateurs suisses, nous est parvenu durant le mois de septembre. Soutenez les coupeurs de canne car, sans fond de grève, ce mouvement risque de s'éteindre. Chaque franc fait la différence !

CCP: 17-560000-0
Assoc. Protierradentro
1200 Genève,
mention GREVE DE LA CANNE

>>> Nouvelle loi sur l'Université de Genève >>>

Votation du 30 novembre 2008

Cet article fait suite à celui paru dans *Angles d'Attac* N° 54 de septembre 2008.

Après le succès de la récolte de signatures durant les vacances d'été en vue de déposer un référendum contre la nouvelle loi sur l'Université de Genève, voici venu le temps pour la population de se prononcer dans les urnes.

Le comité unitaire à l'origine du référendum, formé de syndicats (SSP, SIT, CUAÉ, ...) et de partis de gauche (SolidaritéS, ...), de prime abord, ne part pas gagnant. En effet, tant le Grand Conseil qui a accepté la loi le 13 juin dernier à l'unanimité moins une voix, que le rectorat qui prend aussi position au risque de violation du droit de réserve, soutiennent le compromis de cette nouvelle loi.

Alors, pourquoi cet acharnement à vouloir contrer ce projet? Essayons d'analyser les enjeux véritables.

Quelles sont, depuis plusieurs

décennies, les conséquences de la politique menée par les partis de droite, majoritaires dans ce pays?

- libéralisation de l'économie ;
- privatisation des tâches dévolues à l'Etat et amaigrissement forcé de celui-ci ;
- encouragement des partenariats public-privé, conduisant à la privatisation des bénéfices et à la socialisation des pertes, etc.

Bref, dans une société capitaliste libérale, le rôle de l'Etat revient à arbitrer la compétition entre les acteurs économiques, tout en laissant ces derniers fixer eux-mêmes les règles du jeu.

S'agissant de l'Université de Genève, selon les représentants rose-vert du Grand Conseil, accepter le compromis de cette loi, c'est éviter une privatisation et sauver le statut de la fonction publique. Effectivement, le futur cadre fédéral, auquel cette loi permettrait de se conformer, ira sans surprise vers une «autonomie» des Universités. Celles-ci

seront, comme n'importe quelle autre «entreprise», en concurrence directe en vue de réduire leurs coûts de fonctionnements. Leur «efficacité économique», qui concerne leur capacité à récolter des fonds privés, sera la condition d'octroi de subventions. Cette loi, dès le départ, procède donc bien du mouvement libéral.

De plus, comme on le verra ci-dessous, les arguments avancés par la coalition en faveur de cette loi, ne servent finalement que de rhétorique en vue d'embellir le projet de désengagement de l'Etat.

Pour les porteurs du projet, le succès de l'Université de demain se concrétisera au travers d'une des nouvelles propositions sous forme d'oxymoron, à savoir l'autonomisation d'un rectorat fort pour plus de démocratie! Le rectorat prendra ses responsabilités et les exécutants seront tenus de rendre des comptes. Nous aurons, d'une part, une direction forte qui nommera directement les professeurs sans l'avis du Conseil d'Etat, élaborera les budgets, décidera de la création ou de la suppression des facultés. D'autre part, on verra une Assemblée universitaire qui «prendra part aux processus décisionnels», avec toutefois qu'une compétence consultative, excepté celle de désigner le recteur. La démocratie, on vous dit.

A cela s'ajoute que, pour une gestion efficace et simplifiée, des organismes de contrôle spécifiques et indépendants sont prévus, dont le comité d'éthique. Or, l'éthique, qui vise à mener toute action dans le respect de l'être humain, ne semble pas être la priorité de la pensée libérale, si l'on considère divers exemples connus. Par conséquent, pas de quoi se sentir rassuré quant à la volonté de lutter, via cette révision, contre les irrégularités (notes de frais abusifs qui ont été à la base de la réforme de la loi) et les ingérences économiques.

Dans le but d'être le plus complet possible, voici les autres bases du débat sur cette nouvelle loi :

- la concurrence entre Universités sera utile pour attirer les cerveaux. Pour cela, les salaires pourront dépasser le maximum prévu, sous autorisation du Conseil d'Etat. Le risque consiste à faire de la surenchère pour un petit nombre au détriment de la majorité ;
- les gains accessoires devront être dûment déclarés. Faut-il croire que ce qui était illégal avant, sera légalisé ensuite ?
- le personnel temporaire sera soumis au droit privé lorsque les missions seront liées à des fonds extérieurs. Cette manière de procéder favorise le dumping salarial et détériore les conditions générales d'engagement ;
- dans cette logique économique, les filières non rentables vont fatalement disparaître ;
- l'appel aux fonds privés est contraire à l'indépendance de la recherche, car «qui paie commande» ;
- sous la pression des bailleurs de fonds externes, on assistera à une parcellisation des statuts précaires ;
- la démocratisation des études est en danger car les taxes vont augmenter.

En fonction de ce qui précède et en prenant en compte le monde du travail, soumis à une concurrence féroce mais inégale puisque provenant de pays sans protection sociale, la transposition de l'idéologie libérale à tous les secteurs de la vie n'aboutira pas, c'est certain, au bonheur du plus grand nombre.

Rémy Gyger



>>> AVS: et après le vote? >>>

Le 30 novembre 2008, les personnes ayant le droit de vote en Suisse se prononceront pour introduire ou non un âge flexible de l'AVS. L'initiative soutenue par l'Union syndicale suisse (USS), le syndicat Unia et le parti socialiste (PS) veut remplacer la réglementation invariable de l'âge de la retraite (64/65 ans) en vigueur par la possibilité, pour toutes et tous, de choisir librement, dès 62 ans, le moment de sa retraite et cela sans réduction de rente.

L'initiative pose deux seules conditions: cesser son activité lucrative lors de la retraite anticipée et disposer d'un revenu inférieur à 9'160.- francs par mois. Les adversaires de l'initiative estiment que cela représenterait une augmentation des coûts de l'AVS de 1,5 milliards de francs par an. Selon ses défenseurs, les coûts seraient moindres (800 millions par an) et il suffirait d'augmenter les contributions AVS de 8,4% à 8,64%, soit 6,5 francs par mois et par personne pour financer la retraite flexible.

A l'encontre de workfare

L'initiative sur la flexibilisation de l'âge de retraite constitue un pas à l'encontre de la politique sociale actuelle. Le principe de «workfare» se poursuit en effet au travers des contre-réformes sociales introduites depuis les années 1990: baisse des prestations et du droit à celles-ci, preuve de contrepartie, acceptation de toutes sortes de travail avant de recevoir une rente. Après le chômage, l'aide sociale et l'assurance invalidité, le système de retraite était la prochaine cible de ces contre-réformes, surtout avec l'augmentation de l'âge de retraite à 65 ans pour les femmes et 67 ans pour les hommes. Cette initiative rompt avec cette logique. Renforcer le principe de répartition de l'AVS (la population active finance les rentes des retraité-e-s) est primordial pour assurer un système solidaire.

Quoi d'autre?

Le débat sur le système de retraite ne peut toutefois pas se limiter au seul âge de retraite. Il faut considérer au minimum trois autres éléments.

- Les rentes AVS se montent entre 1'105.- et 2'210.- francs par mois. Une somme clairement au-dessous du minimum existentiel chiffré à 2'500.- francs par mois et par personne. Pour les femmes, cet état de fait est spécialement problématique, puisqu'elles ne perçoivent que seulement 17% des prestations du deuxième pilier, ce qui veut dire qu'une très grande partie d'entre elles ne vivent qu'avec l'AVS et les prestations complémentaires (pour lesquelles elles doivent refaire toute une démarche bureaucratique). Un point que la retraite flexible n'améliore pas. C'est pourquoi une réforme visant à améliorer les conditions de vie des personnes âgées doit également critiquer le niveau des prestations et les autres piliers du système, surtout les caisses de pension privées.

- Les caisses de pension du deuxième pilier, organisées selon la logique de capitalisation de l'épargne, ont jusqu'à aujourd'hui accumulé un capital de 600 milliards de francs (la production annuelle de la Suisse, soit le PIB, se situe autour de 500 milliards par an) et investi dans les marchés financiers. Avec les fluctuations des marchés financiers, leur capital a diminué de 30 à 60 milliards de francs ces derniers temps, c'est-à-dire entre 5 et 10%. Les caisses de pension se voient donc «forcées» de diminuer le taux de conversion de 7,05 à 6,4% (rente annuelle par rapport à l'épargne accumulée) et le taux d'intérêt minimal de 2,75% à 2% (participation des retraité-e-s aux gains d'investissement) pour assurer leur capital et les rentes dans l'ave-

nir. Bref, les salarié-e-s financent les «jeux» des caisses de pension qui mettent en danger leurs rentes.

- L'actuelle crise financière accentue le débat. Le plan dit de sauvetage de l'UBS de 68 milliards de francs représente un montant plus élevé que l'argent payé aux rentes du premier (AVS) et deuxième pilier annuellement (environ 58 milliards). Et si on compare le pourcentage du PIB qui va à l'AVS annuellement avec l'augmentation du nombre de retraité-e-s, on constate que: en 1975, 6% du PIB revenait à peu près à 900'000 retraité-e-s, alors qu'en 1998, la même part du PIB, soit 6%, revenait à plus de 1,3 million de retraité-e-s. Conclusion: les coûts par retraité-e ont diminué depuis 1975. La base économique du système de répartition de l'AVS et de capitalisation de l'épargne du deuxième pilier est la même: la consommation des rentiers doit être prélevée sur la production de richesse sociale. Les discussions relatives au financement des retraites sont ainsi des discussions sur la redistribution de la richesse.

Et après le vote un système de retraite solidaire

En Argentine, suite aux pertes de fonds privés sur le marché financier, la présidente Christina Kirchner a annoncé l'étatisation de dix caisses de pensions, ce qui signifie que l'Etat argentin prendra en main une partie du système de retraite privé (qui a une valeur de 30 milliards de dollars) pour assurer les rentes dans l'avenir. Bien sûr, pas tout le monde n'est convaincu par cette décision. Les uns ne croient pas que l'Etat puisse assurer la hauteur des rentes, les autres reprochent au gouvernement le fait que l'étatisation des caisses privées constitue une manœuvre pour écarter une partie des dettes des bilans annuels.

Bien qu'on ne sache pas encore ce que cette étatisation signifiera pour les salarié-e-s, l'étatisation du système de retraite peut constituer une alternative au système actuel, exposé aux fluctuations des marchés financiers, également en Suisse.

En intégrant les points susmentionnés dans le débat sur le changement du système de retraite, des propositions concrètes sont demandées. Voici encore quelques éléments qui doivent être pris en compte pour la création d'un système de retraite social et solidaire:

- les rentes AVS doivent être augmentées au minimum à 3'500.- francs par mois pour toutes les personnes. Une telle augmentation constitue un instrument de lutte contre la précarité dans la vieillesse;
- le financement de l'augmentation de l'AVS doit être organisé par le transfert des caisses de pensions privées – acteurs féroces sur les marchés financiers en recherche permanente de bénéfices à travers la spéculation – au premier pilier. Autrement dit, le capital des caisses de pensions doit être versé dans les caisses de l'AVS;
- ce transfert du capital accumulé dans les caisses de pensions (qui constitue les épargnes des salarié-e-s) ne signifie pas l'expropriation des épargnes des salarié-e-s. Les épargnes faites jusqu'à aujourd'hui doivent être assurées, le surplus investi dans l'AVS et, au final, les caisses de pensions privées abolies.

La mise en œuvre d'un système de retraite social et solidaire reste une question de contre-pouvoir que les forces de gauche doivent réussir à réaliser. Une large mobilisation au sein des salarié-e-s et le soutien des syndicats sont indispensables pour défendre le droit à la retraite.

Maurizio Coppola